

Patrick Viveret

Reconsidérer la richesse



RECONSIDÉRER LA RICHESSE

La collection *l'Aube poche essai*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2010
www.aube.lu

ISBN 978-2-8159-0065-2

Patrick Viveret

Reconsidérer la richesse

éditions de l'aube

Du même auteur :

Comment sortir des logiques guerrières ?, éditions Rue d'Ulm, 2008

Pour un nouvel imaginaire politique, avec Edgar Morin, Mireille Delmas-Marty, et René Passet, Fayard, 2006

Pourquoi ça ne va pas plus mal ?, Fayard, 2005

Démocratie, Passions, Frontières, éditions de la FPH, 1992

Évaluer les politiques et les actions publiques (rapport au Premier ministre), La Documentation française, 1990

Pour une nouvelle culture politique (en collaboration avec Pierre Rosanvallon), Seuil, 1978

Attention Illich, éditions du Cerf, 1976

Préface*

La troisième réédition du rapport que j'avais présenté au gouvernement français en 2002 sous le titre *Reconsidérer la richesse* est une occasion de mesurer le chemin parcouru depuis cette date et de penser le nouveau paysage économique social, écologique et culturel dans lequel nous allons vivre désormais. Ce qui était encore il y a huit ans une approche extrêmement marginale commence en effet à s'imposer dans le débat public international sous l'effet de la crise écologique, sociale et financière. Ce ne sont plus les seules institutions les plus en pointe comme le Programme des Nations unies pour le développement, à l'origine des « indicateurs de développement humain », ou les courants « alternatifs » qui mettent en cause l'agrégat principal des comptabilités nationales connu sous le terme de PIB (produit intérieur brut). Au cours des

* Cette nouvelle préface reprend pour l'essentiel, en les actualisant, les termes de la précédente réédition de 2008 qui me paraissent toujours pertinents.

cinq dernières années des institutions internationales comme la Banque mondiale et l'OCDE ont commencé à réviser en profondeur leur position sur les indicateurs de richesse. Plusieurs conférences internationales ont lancé le débat sur la question du décalage entre les enjeux écologiques et sociaux d'une part et la description dominante de la richesse des nations. Le Parlement européen a organisé pour sa part une grande rencontre intitulée de manière significative « *Beyond the GDP* » (« Au-delà du PIB »). Et il est significatif que cette rencontre ait été construite avec des acteurs importants de la société civile à l'instar de ce que nous avons entrepris en mars 2002 en co-organisant une rencontre internationale avec le Pnud (Programme des Nations unies pour le développement), le secrétaire d'État à l'Économie solidaire de l'époque (Guy Hascoët) et le collectif richesse rassemblant des acteurs associatifs soucieux de donner un prolongement citoyen à la mission que je conduisais à l'époque.

Dernière évolution significative en date, le rapport de la commission internationale présidée par deux prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz et Amartya Sen, sur la question de nouveaux indicateurs de richesse à la demande du président français.

Sans doute cette dernière initiative montre à quel point cette question de la nature de la richesse des nations peut présenter des aspects contradictoires. Comme le note justement Dominique Méda dans la préface d'une réédition de son livre anticipateur *Qu'est-ce que la*

richesse ?¹, on peut se demander si le président de la République française a une claire conscience de ce que la plupart des nouveaux indicateurs de richesse actuellement développés sur le plan international auraient pour effet de mettre davantage en évidence les effets de creusement des inégalités sociales de sa propre politique économique. Mais si contradiction il y a, elle est préférable à la dénégation des problèmes de représentation et de calcul de la richesse qui restait dominante il y a encore quelques années.

La situation écologique, sociale et financière qui structure désormais l'horizon planétaire n'autorise plus sans conséquences aggravées la position dénégatrice. C'est la même logique de démesure (ce que les Grecs nommaient *ubris*) qui est à l'origine de la crise écologique (dérèglement climatique et risques majeurs pour la biodiversité), de la crise sociale (dont la forme la plus dramatique s'exprime par la crise alimentaire) et de la crise financière. Et cette démesure s'est trouvée accentuée par une représentation et un mode de calcul de la richesse qui, en sous-évaluant gravement les biens écologiques et sociaux non marchands, ont lancé le monde dans la course folle d'abord du productivisme industriel oublieux des enjeux écologiques, ensuite d'une financiarisation largement excessive par rapport à l'économie réelle².

1. Sous le titre « Au-delà du PIB », éditions Champs, Flammarion, 2008.

2. Moins de 5 % des échanges quotidiens sur les marchés financiers correspondent à des biens et services réels : chiffres

Les alertes de plus en plus fréquentes lancées par les grandes conférences internationales sur le climat, la biodiversité, les sommets de la Terre comme ceux de Johannesburg dix ans après celui de Rio, resteront sans effet si nous continuons à être guidés dans le quotidien des entreprises et des institutions par des indicateurs construits dans une époque (l'après-seconde guerre mondiale) où la question écologique était totalement ignorée, celle des services non marchands gravement sous-estimée et où la vie associative et le travail domestique étaient considérés comme « improductifs ». Nous sommes dans la situation d'un marin qui aurait choisi un nouveau cap mais dont les instruments de bord resteraient réglés sur l'ancien, celui précisément qui nous mène droit sur l'iceberg !

Mais changer nos indicateurs de richesse ne suffit pas. C'est une réorientation en profondeur de nos modes de production, de consommation, de vie qui est en cause. Et cette question vaut à l'échelle mondiale car les pays du Sud sont aux premières lignes des conséquences écologiques et sociales dramatiques de la croissance insoutenable qui est aujourd'hui la nôtre. Le Brésil ne pourra supporter longtemps la destruction de la forêt

donnés par Bernard Lietaer, l'un des anciens directeurs de la Banque centrale de Belgique lors de sa conférence à Lille : *Mutation mondiale, crise et innovation monétaire* (éditions de l'Aube, 2008). Bernard Lietaer est en outre l'auteur de plusieurs ouvrages de référence dont *The Future of Money*, London, Random House, 2001.

amazonienne, la péninsule indienne la conséquence de la montée des eaux et la Chine les avancées de la désertification. Il faut cesser de croire que les préoccupations écologiques et de bien-être seraient un luxe réservé à des sociétés occidentales tandis que le reste de la planète devrait, lui, parcourir le chemin de l'industrialisation à outrance. La théorie des prétendues étapes obligées du développement se révèle non seulement fausse mais dangereuse. La question écologique est mondiale comme est mondiale la question sociale sans laquelle le défi écologique ne pourra pas être pris à bras-le-corps car on ne peut demander à des humains dont le projet de vie est à vingt-quatre heures (pour reprendre l'expression forte de Bertrand Schwartz) de se soucier de l'avenir de la planète dans quelques décennies.

Il faudra aussi oser la même approche iconoclaste sur la question monétaire. Comme j'ai eu l'occasion de le souligner lors du colloque à l'initiative du Parlement européen, « *Beyond the GDP* », les avancées sur la question des indicateurs devront s'accompagner d'avancées de même nature sur la question monétaire dans les prochaines années. On ne peut remettre en cause les thermomètres sans s'interroger sur la pertinence de leurs unités de graduation qui sont le plus souvent monétaires. Comme le souligne Bernard Lietaer, la crise financière actuelle va réouvrir le débat de Breton Woods sur la nécessité d'une monnaie réellement mondiale qui ne soit pas comme le dollar aujourd'hui ou la livre sterling hier une monnaie mondiale. Au moment de la célèbre

conférence d'après-guerre, Keynes s'était fait le fervent défenseur de cette option également prônée en France par Pierre Mendès France. Une véritable régulation financière mondiale a besoin de cette monnaie mondiale mais celle-ci doit être alors conçue en cohérence avec les enjeux d'un développement écologique et humain réellement soutenable. Il nous faut traiter conjointement et de manière cohérente les problèmes de la crise financière, de la crise écologique et de la crise sociale. L'ancien directeur de la Banque de Belgique fait une proposition très originale pour traiter ce problème : celle d'une monnaie complémentaire mondiale qu'il nomme « la Terra » et dont la caractéristique est de s'appuyer sur un panier de ressources en matières premières afin d'éviter le décollage par rapport à l'économie réelle¹. Cette monnaie mondiale aurait en outre l'avantage de favoriser les investissements à long terme par le biais d'un mécanisme théorisé par un ancien banquier Silvio Gesell : celui de la « monnaie franche » qui perd de la valeur au fil du temps si la monnaie n'est pas utilisée, ce qui constitue un puissant outil d'évitement de l'emballage spéculatif à court terme. Cette monnaie mondiale complémentaire (car ne se substituant pas aux monnaies nationales) aurait aussi l'avantage de servir d'ancrage aux multiples expériences de monnaies ou de systèmes d'échange complémentaires ou alternatifs qui existent aujourd'hui à l'échelle locale, régionale voire nationale

1. Cf. sa conférence en français : *Mutation mondiale, crise et innovation monétaire*, *op. cit.*

à l'instar du projet SOL que j'avais proposé dans le rapport *Reconsidérer la richesse* et qui a depuis été expérimenté dans le cadre d'un programme Equal européen dans cinq régions françaises¹. En outre, l'existence d'une telle monnaie complémentaire axée sur la valorisation des activités d'utilité écologique et sociale permettrait de proposer une solution tout à la fois radicale et libérale (au sens positif du terme) à des problèmes tels que les paradis fiscaux. Ceux-ci constituent le poumon financier de l'économie spéculative mondiale et le moyen privilégié de paupérisation des systèmes publics et sociaux du fait de l'évasion fiscale. Ils sont de plus en plus condamnés par tous les États démocratiques mais restent, malgré les dénégations officielles, largement maintenus comme le montre l'initiative Stop paradis fiscaux². Or, si une telle monnaie mondiale existait, il serait possible de décider que tout flux financier transitant par un paradis fiscal serait converti immédiatement en cette monnaie. Les sommes colossales (plus de 10 000 milliards de dollars annuels alors que quelques centaines suffiraient selon les Nations unies à traiter les problèmes vitaux de la planète comme la faim, l'accès à l'eau potable ou aux soins de base !) seraient alors recyclées dans une économie réelle

1. Voir des renseignements sur cette initiative portée par de grands acteurs de l'économie sociale française comme la Macif, le Crédit coopératif et le groupe Chèque Déjeuner et expérimentée en Alsace, Bretagne, Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes sur www.sol-reseau.coop.

2. Voir sur le site www.stopparadisfiscaux.fr.

d'utilité écologique et sociale. Le tout serait réalisé sans imposition et offrirait aux « ultrariches » de la planète¹ la possibilité de réaliser plus simplement leurs rêves philanthropiques dont la nouvelle mode a été lancée par Bill Gates. Ils auraient en effet le plein usage de cette monnaie dès lors qu'ils satisferaient aux critères écologiques et sociaux sur laquelle elle serait fondée.

Dans le même mouvement, d'autres propositions de mon rapport telle la création d'un plafond de revenu individuel par la création d'un « revenu maximal acceptable » indexé sur les *minima* sociaux pourrait utiliser ce mécanisme. Toute somme au-delà de ce plafond pourrait être convertie en monnaie complémentaire qui n'aurait rien d'une monnaie de singe puisqu'elle serait utilisable partout sur la planète. Dans le même esprit, la dette publique des États qui, pour l'essentiel, ne provient pas d'un gaspillage démesuré des trente-cinq dernières années mais du changement de mode de création monétaire², pourrait être libellée en monnaie complémentaire

1. Selon le Pnud, la fortune de quelque 200 personnes correspond aux revenus de 2,5 milliards d'êtres humains (cf. *Rapport mondial sur le développement humain*).

2. Voir sur ce point André-Jacques Holbecq, *La Dette publique : une affaire rentable*, éditions Yves Michel, 2008, qui montre que l'essentiel de la dette publique vient du transfert du droit de création monétaire par le biais du crédit aux banques commerciales et l'obligation ainsi faite aux acteurs publics de payer des intérêts considérables, ce qui n'était pas le cas lorsqu'ils étaient eux-mêmes responsables de la création monétaire. Sans changement de mécanisme

mondiale ce qui constituerait un fonds d'investissement considérable au service de grands travaux d'utilité écologique et sociale.

Ce qui serait pénalisé dans une telle perspective, ce ne serait ni l'emploi ni l'investissement productif, ni l'habitat, ni les soins, ni l'éducation... ni aucun usage de la monnaie au service de ce fameux développement durable dont les conférences internationales font régulièrement la promotion. Les seules activités pénalisées par ce mécanisme seraient les activités mafieuses, le luxe démesuré, la spéculation sans rapport avec l'économie réelle, bref ce qui est officiellement condamné ou critiqué par la totalité des autorités morales et la quasi-totalité des personnalités politiques.

Certes les bénéficiaires du système actuel mobiliseraient des moyens de pression considérables pour maintenir un *statu quo* qui pénalise par ailleurs au moins 80 % de la population mondiale. C'est bien pourquoi de telles réformes exigent le développement déjà bien entamé d'une société civile mondiale qui porte de tels projets. L'unification du mouvement syndical mondial saluée par Jacques Delors lors du Forum pour une mondialisation responsable¹, survenue depuis la première publication du rapport, est une étape importante réalisée dans cette

de création monétaire, un pays comme la France, au lieu de ses 1 100 milliards de dette publique, serait aujourd'hui en équilibre ou avec une dette de l'ordre de 200 milliards d'euros suivant les scénarios étudiés par l'auteur.

1. Forum tenu à Lyon en 2006.

direction. Le projet d'une banque solidaire mondiale actuellement débattu lors des forums sociaux mondiaux en fait également partie. Les projets peuvent paraître ambitieux. Mais ils sont à la hauteur des rendez-vous critiques auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée. Si la globalisation financière a été pour l'essentiel une arme pour déréguler les protections sociales mises en place à l'échelle des nations, la construction d'une véritable mondialité est aujourd'hui à l'ordre du jour. Et celle-ci passe par l'émergence d'une citoyenneté et d'une gouvernance démocratique terrienne dans laquelle la prise en compte des enjeux écologiques et humains est la seule manière d'éviter l'enchaînement systémique de drames liés aux crises climatiques, financières et sociales en cours.

C'est pourquoi il est nécessaire de porter les questions d'une nouvelle approche de la richesse à la fois dans l'espace des institutions internationales, dans celui des entreprises et bien sûr dans celui de la société civile mondiale. La création du réseau Fair (Forum pour d'autres indicateurs de richesse), destiné à provoquer un débat civique sur ces questions¹, l'organisation

1. Le forum a co-organisé plusieurs rencontres à l'Assemblée nationale et au Conseil économique et social autour du thème des enjeux démocratiques d'une nouvelle approche de la richesse. Il s'est constitué en association le 24 février 2010 et est coprésidé par Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, auteurs notamment du livre de référence *Les Nouveaux Indicateurs de richesse* (la Découverte).

d'un « Printemps des richesses » par le collectif Richesse, Mains d'œuvres et la coopérative DHR en mars-avril 2010¹, l'internationalisation des Dialogues en humanité² qui viennent approfondir la question du « bien-vivre » initiée par le Forum social mondial de Belem de janvier 2009 sont autant d'opportunités pour rassembler les acteurs de plus en plus nombreux pour lesquels la richesse, c'est d'abord ce qui compte dans nos vies !

P. V., mars 2010.

1. Voir le site.

2. Voir le site.

LES NOUVEAUX FACTEURS DE RICHESSE

**Rapport de la mission
réalisée par Patrick Viveret
à la demande de Guy Hascoët,
secrétaire d'État à l'Économie solidaire**

Janvier 2002

Patrick Viveret

Reconsidérer la richesse

« Il est nécessaire de porter les questions d'une nouvelle approche de la richesse à la fois dans l'espace des institutions internationales, dans celui des entreprises, et bien sûr dans celui de la société civile mondiale. Ce qui était encore il y a huit ans une approche extrêmement marginale commence en effet à s'imposer dans le débat public international sous l'effet de la crise écologique, sociale et financière. »

Patrick Viveret, mars 2010

« Avec Patrick Viveret, il est temps pour nous de repenser notre manière de vivre, et pour l'écologie politique, de se poser la question sociale. Il nous propose une politique possible, un nouvel art de vivre. »

Le Nouvel Observateur.

« L'auteur est passionnant par l'exposé précis qu'il fait des impasses de nos systèmes de mesure, mais aussi parce qu'il présente les débats suscités par son rapport. »

Patrick Mundler, *Économie et Humanisme.*

Patrick Viveret est philosophe, essayiste et magistrat honoraire à la Cour des comptes. Ancien rédacteur en chef de la revue *Transversales Science Culture*, il est l'un des initiateurs du processus « Dialogues en humanité ».

éditions de l'aube
9,60 €

harmonia mundi diffusion livres

